Requête en annulation

Pour : **Monsieur Pascal ÉTIENNE**
Conseiller communal à Soumagne
Né à Barchon le 26 janvier 1943
domicilié Rue Alfred Defuisseaux, 17 à 4630 Soumagne
E-mail : p.etienne@soumagne-ac.be

Contre : **La commune de Soumagne**
Avenue de la Coopération, 38 à 4630 Soumagne
représentée par le Collège communal
E-mail : secretariat@soumagne.be

À Mesdames et Messieurs les Premier Président, Présidentsp et Conseillers,
composant le Conseil d'État,

À Mesdames et Messieurs l'Auditeur général et les Auditeurs composant l'Auditorat du Conseil
d'État,

Considérant, non conformes à la loi et à l'intérêt général, les décisions suivantes du Conseil
communal de Soumagne prises le 22/01/2018, j'ai l'honneur d'introduire une requête de recours en
annulation des dites décisions :

1. Abrogation du règlement-taxe de séjour pour les années 2015 à 2018 adopté par le Conseil
communal en date du 24/10/2016 (**Pièces n° 1, pt8 et n° 2**) ;
2. Arrêt du budget de la commune de Soumagne de l'année 2018 (**Pièces n° 1 pt9 et n° 3**) ;

Veuillez trouver ci-après :

- I. L'exposé des Faits.
- II. Recevabilité.
- III. L'exposé des Moyens.

I. Exposé des Faits

1. – Le 24/10/2016, Adoption par le Conseil communal de Soumagne d'un règlement-taxe de séjour approuvé par le Gouvernement wallon le 24/11/2016. **(Pièce n° 4)**

2. – Le 18/12/2017 — Vote du budget au Conseil communal. **(Pièce n° 5 pt7)**

Le budget est présenté sans modification de taxes et est rejeté par 11 voix pour et 13 voix contre.

3. – Le 12/01/2018 — Convocation du Conseil communal. **(Pièces n° 6 pt8 et n° 7 pt8)**

Le Conseil communal est convoqué pour le 22/01/2018 avec à l'ordre du jour le vote du budget et, selon la note explicative, tel qu'il a été proposé en décembre et sans aucune référence à une modification de taxe.

4. – Le 22/01/2018 — Arrêt du budget communal 2018 par le Conseil communal. **(Pièce n° 1)**

A) Les nouvelles propositions concernant le budget ne sont révélées aux Conseillers par le premier Échevin M. Delchef qu'en début de séance. Dans la discussion, il apparaît que ce fait est intentionnel. **(Pièce n° 1 pt2 et p. de 8 à 13)**

B) Le requérant déclare solennellement refuser de participer au vote de tous points inscrits illégalement à l'ordre du jour du Conseil. **(Pièce n° 1, p.11)**

C) Sans l'application de la procédure d'urgence et par une simple déclaration orale, l'abrogation du règlement-taxe de séjour est ajoutée à l'ordre du jour. Cette décision est votée par le Conseil par 24 voix pour et 1 refus de vote. **(Pièce n° 2, enregistrement mp3)**

D) Sans que ne soit présenté un projet de délibération, le conseil vote l'abrogation du règlement-taxe de séjour par 17 voix pour, 6 contre et 1 refus de vote. **(Pièce n° 2)**

E) Retrait du point concernant l'arrêt du budget et ajout d'un point au même intitulé, mais au contenu différent. **(Pièce n° 1 p.14 et n° 2)**

F) Par 11 voix pour, 12 abstentions et un refus de vote, vote du budget modifié prenant en considération l'abrogation de la taxe séjour. **(Pièce n° 1, pt9 et n°2)**

5. – Le 02/02/2018 — Envoi d'un E-mail à la Directrice financière lui demandant sur base de quels documents il lui est possible d'exécuter l'abrogation du règlement-taxe de séjour annoncé dans la presse, vu qu'aucune délibération en ce sens n'a été soumise au Conseil communal.

6. – Le 02/02/2018 — Réception d'un E-mail en retour de la Directrice financière accompagné d'un texte de délibération inconnu des conseillers et signé par la Bourgmestre et le Directeur général f.f. **(Pièce n° 8)**

7. – Le 08/02/2018 – Envoi par recommandé d’une réclamation contre l’illégalité de ces décisions à Mme DE BUE, Ministre des Pouvoirs locaux. (**Pièce n° 9**)
8. – Le 22/02/2018 — Arrêté d’approbation par la tutelle de l’abrogation du règlement-taxe de séjour. (**Pièce n° 10**)
9. – Le 22/02/2018 – 16 h 57 — Réception de l’accusé de réception du courrier recommandé du 08/02/2018. (**Pièce n° 11**)
10. – Le 26/02/2018 — Contestation du conseiller Pascal ÉTIENNE, lors du conseil communal, de certains éléments du P-V de la réunion du 22/01/2018. (**Pièce n° 12 et n°13**)
- Le P-V de la réunion du 22/01/2018 fait notamment état d’une délibération relative à l’abrogation du règlement-taxe de séjour . Or, comme en témoigne l’enregistrement sonore de la réunion (**Pièce n° 2**), cette délibération n’a jamais été présentée aux Conseillers. Néanmoins, le Conseil valide ce P-V avec les références au document inexistant à cette date par 23 voix contre 1, sans que ma proposition d’amendement correctif soit préalablement soumise au vote.
11. – Le 27/02/2018 — Notification à la commune de Soumagne de l’arrêté d’approbation par la Ministre de tutelle de l’abrogation du règlement-taxe de séjour. (**Pièce n° 10**)
12. – Le 28/02/2018 — Réception à la commune de Soumagne de l’arrêté d’approbation par la Ministre de tutelle de l’abrogation du règlement-taxe de séjour. (**Pièce n° 10 ;**)
13. – Le 28/02/2018 — En suite de l’évolution du dossier, envoi par recommandé à la Ministre des Pouvoirs locaux, Mme DE BUE, d’une réclamation complémentaire à celle du 08/02/2018. (**Pièce n° 14**)
- Ce document souligne l’irrégularité de quatre pseudo-délibérations relatives au retrait et à l’ajout de points à l’ordre du jour en lien avec ce dossier.
14. – Le 01/03/2018 — Arrêté d’approbation par la tutelle du budget 2018 et notification à la commune de Soumagne. (**Pièce n° 15**)
15. – Le 02/03/2018 — Réception à la commune de Soumagne de l’arrêté d’approbation du budget 2018 par la Ministre de tutelle. (**Pièce n° 15**)
16. – Le 12/03/2018 — Réception d’un E-mail de M. Vincent BURTON, Directeur de la Direction extérieure de Liège, m’informant que le dossier concernant le budget 2018 de la commune de

Soumagne était bien parvenu à ses services et que l'analyse interne était attendue par Mme la Ministre pour le 9 avril au plus tard. (**Pièce n° 16**)

17. – Le 26/03/2018 — Communication officieuse des deux arrêtés ministériels aux Conseillers communaux de Soumagne.

Lors du Conseil communal de ce jour, la copie de l'arrêt d'approbation de l'abrogation du règlement-taxe de séjour ainsi que la copie partielle de l'arrêt d'approbation du budget communal 2018 sont déposées sur la table des Conseillers sans autre forme de procès comme s'il s'agissait d'une information officieuse. Il n'y a donc aucun procès-verbal qui atteste cette communication.

18. – Le 02/12/2018 — État de la situation.

À ce jour, alors que M. Burton, Directeur d'administration, a signalé au requérant avoir remis l'analyse de l'administration avant la date limite du 09/04/2018, malgré des rappels téléphoniques au cabinet, le requérant est toujours en attente d'une réponse de la tutelle à ses réclamations du 08/02/2018 et du 28/02/2018 auprès de Mme De BUE.

II. Recevabilité

A) Délai.

Nonobstant le fait que les décisions contestées datent du 22/01/2018, il y a lieu de prendre en considération le fait qu'elles ont fait l'objet d'une réclamation dans les délais requis auprès de la Ministre de tutelle (*Pièces n° 9 et n° 14*).

Considérant la date limite du 9 avril 2018 donnée à son administration par la Ministre des Pouvoirs locaux pour remettre son analyse au sujet de la légalité des actes posés au Conseil communal de Soumagne (*Pièce n° 16*) ;

Considérant qu'il ressort d'un entretien avec M. Burton, Directeur, que cette analyse a été communiquée dans les délais impartis ;

Considérant qu'à ce jour, aucune notification en réponse à ses réclamations n'a été transmise au requérant par l'autorité de tutelle ;

Ce fait doit être acté.

Or, le Conseil d'État a jugé que l'interruption du délai de recours au Conseil d'État consécutif à l'introduction d'une réclamation à l'autorité de tutelle est réputée durer jusqu'à ce que le réclamant soit informé des suites réservées à sa réclamation (1).

De ce point de vue, la requête est recevable.

B) Connexité.

Il a été jugé que « *en règle, une requête en annulation ne peut viser qu'un seul objet, et que le recours ne peut valablement être dirigé contre plusieurs décisions que s'il existe entre ces dernières un lien de connexité et qu'il se justifie, en vue d'une bonne administration de la justice, de traiter les différents objets de la requête comme un tout et de statuer à leur propos par un seul et même arrêt; qu'à défaut de connexité, le recours n'est recevable qu'à l'encontre du premier acte attaqué* » (2).

En l'occurrence, la première décision concerne l'abrogation de la taxe séjour qui a ensuite été introduite dans le budget soumis au vote du Conseil. Si votre Haute Cour juge la requête justifiée et décide l'annulation de l'abrogation de la taxe séjour, le budget tel que présenté aux conseillers devient automatiquement caduque et doit à tout le moins être révisé.

Le lien de connexité étant établi, la requête est de ce point de vue recevable pour les deux actes attaqués.

C) Intérêt légitime et fonctionnel.

En sa qualité de conseiller communal, le requérant a été bafoué dans ses droits puisqu'il n'a pas été accédé à sa demande de respecter le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, ainsi que le Règlement d'Ordre Intérieur du Conseil. Le requérant ayant souligné avec vigueur cet état de fait en adoptant une attitude exceptionnelle consistant à refuser de participer à ces votes qu'il considérait illégaux dans leur procédure a témoigné de cet intérêt fonctionnel.

(1) C.E., arrêt CLOES, n° 240.055 du 1er décembre 2017 ; arrêt LAMBRECHT, n° 196.453 du 28 septembre 2009 ; arrêt FRINGS, n° 201.480 du 3 mars 2010 ; arrêt (A.G.) VAN MINDEN, n° 93.290 du 13 février 2001 ;... 22 C.E., arrêt CLOES, n° 240.055 du 1er décembre 2017 ; arrêt PIRNAY, n° 78.941 du 24 février 1999 ;...

2) C.E., arrêt CLOES, n° 240.056 du 1er décembre 2017 ; arrêt RUELLE, n° 235.219 du 24 juin 2016.

Cette attitude a été publiquement qualifiée d'illégale. En outre, à cette occasion, sa probité, sa loyauté et son honneur ont été mis en doute. **(Pièces n° 2 et n° 3)**. Dès lors, ces actes irréguliers de même que l'absence de réponse de la tutelle lui ont causé un préjudice moral indéniable, d'où son intérêt légitime à la cause.

De ce point de vue, la requête est recevable.

D) Intérêt général.

Si elles ne sont pas sanctionnées par la tutelle, l'enchaînement des pratiques et décisions illégales du Collège et du Conseil communal de Soumagne induit un sentiment d'impunité. Il est par conséquent d'intérêt public général de rétablir l'état de droit dans la commune, où tout n'est pas permis, y compris dans le cas où le but apparaît louable aux yeux de certains.

De ce point de vue, la requête est recevable.

E) En conclusion, la requête est recevable.

III. Exposé des Moyens

Premier moyen :

La proposition d'abrogation du règlement-taxe de séjour n'est pas à l'ordre du jour du Conseil communal du 22/01/2018 (**Pièce n° 6**).

Le premier moyen est pris de la violation de l'article L1122-24 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, ainsi que du texte similaire de l'art. 29 du Règlement d'Ordre Intérieur de la Commune de Soumagne. (**Pièce n° 17**)

- Art. L1122-24 (R.O.I. art. 29) Aucun objet étranger à l'ordre du jour ne peut être mis en discussion, sauf dans les cas d'urgence où le moindre retard pourrait occasionner du danger. L'urgence sera déclarée par les deux tiers au moins des membres présents ; leurs noms seront insérés au procès-verbal.

1^{re} branche : La procédure d'urgence n'a pas été invoquée (*enregistrement mp3 du déroulement de la séance du 22/01/2018 et P-V de celle-ci.* (**Pièce n° 2 et n° 1 p.13**))

2^e branche : L'urgence n'a pas été motivée. (**Pièce n° 2 et n° 1 p.13**)

3^e branche : Aucun nom n'est inséré au procès-verbal. (**Pièce n° 2 et n° 1 p.13**)

Ce premier moyen est sérieux.

Deuxième moyen :

Le vote de l'abrogation du règlement-taxe de séjour n'est accompagné d'aucun projet de délibération. (**Pièce n° 2**)

Le deuxième moyen est pris de la violation de l'article L1122-24 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, ainsi que du texte similaire de l'art. 7 bis du Règlement d'Ordre Intérieur de la Commune de Soumagne. (**Pièce n° 17**)

- Art. L1122-24 (R.O.I. art. 7 bis) Chaque point inscrit à l'ordre du jour donnant lieu à une décision doit, dans les conditions établies par le règlement d'ordre intérieur, être accompagné par un projet de délibération.
- R.O.I. art. 7 bis. Les projets de délibérations sont portés à la connaissance des Conseillers en même temps que l'ordre du jour ou, le cas échéant, en même temps que les points supplémentaires à celui-ci. (**Pièce n° 3**)

Ce deuxième moyen est sérieux.

Troisième moyen :

La pseudo-délibération (**Pièce n° 8**) communiquée au requérant par la Directrice financière, Mme Demarche, le 02/02/2018 n'a pas été communiquée ni soumise au vote du Conseil communal du 22/01/2018 (**Pièce n° 2**). Elle ne peut donc être prise en considération.

Ce troisième moyen est sérieux.

Quatrième moyen :

La rédaction du procès-verbal de la séance du Conseil communal du 22/01/2018 approuvé le 26/02/2018 contient des passages ne correspondant pas à la réalité, notamment la pseudo-délibération, comme en témoigne l'enregistrement de la séance. **(Pièce n° 2)**. Ce P-V est approuvé sans que soient soumis au vote les amendements correctifs écrits que le requérant a proposés aux conseillers. **(Pièce n° 13)**

Le quatrième moyen est pris de la violation de l'art. 27d du Règlement d'Ordre Intérieur de la Commune de Soumagne. **(Pièce n° 17)**

- R.O.I. ART 27d. Après qu'il ait clos la discussion, le président circonscrit l'objet du vote et met la proposition aux voix, étant entendu que le vote porte d'abord sur les sous-amendements, puis sur les amendements. **(Pièce n° 17)**

Ce P-V ne peut donc être pris en considération dans son entièreté.

Ce quatrième moyen est sérieux.

Cinquième moyen :

Le Conseil communal n'a pas été valablement informé du projet de budget puisque le 1^{er} Échevin, M. Delchef, n'a dévoilé ses intentions qu'au début de la séance publique. Pour preuve, le Collège a demandé le retrait du point tel qu'il avait été communiqué aux Conseillers. **(Pièce n° 1)**

Le cinquième moyen est pris de la violation des articles L1312-2, L1122-13 et L1122-23 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, ainsi que des textes similaires des articles 7 bis, 14 et 16 29 du Règlement d'Ordre Intérieur de la Commune de Soumagne. **(Pièce n° 17)**

- Art. L1312-2. Le collège communal arrête chaque année le projet de budget initial des dépenses et des recettes de la commune pour l'exercice suivant.
- Art. L1122-13 §1. (R.O.I. art.7 bis et 14) Les points à l'ordre du jour sont indiqués avec suffisamment de clarté et sont accompagnés d'une note de synthèse explicative. §2. Pour chaque point de l'ordre du jour, toutes les pièces s'y rapportant sont mises, à la disposition, sans déplacement, des membres du conseil communal dès l'envoi de l'ordre du jour.
- Art. L1122-23 (R.O.I. art. 16) Au plus tard sept jours francs avant la séance au cours de laquelle le conseil communal est appelé à délibérer du budget, d'une modification budgétaire ou des comptes, le collège remet à chaque conseiller communal un exemplaire du projet de budget, du projet de modification budgétaire ou des comptes. Le projet est communiqué tel qu'il sera soumis aux délibérations du conseil.

Ce cinquième moyen est sérieux.

Sixième moyen :

Après le retrait du point initial « Arrêt du budget communal de l'année 2018 - vote » l'ajout d'un nouveau point à l'ordre du jour au même intitulé, mais au contenu différent afin d'y intégrer les conséquences du vote d'abrogation de la taxe séjour nécessitait l'application de la procédure d'urgence, ce qui n'a pas été respecté.

Le sixième moyen est pris de la violation de l'article L1122-24 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, ainsi que du texte similaire de l'art. 29 du Règlement d'Ordre Intérieur de la Commune de Soumagne. **(Pièce n° 17)**

- Art. L1122-24 (R.O.I. art. 29) Aucun objet étranger à l'ordre du jour ne peut être mis en discussion, sauf dans les cas d'urgence où le moindre retard pourrait occasionner du danger. L'urgence sera déclarée par les deux tiers au moins des membres présents ; leurs noms seront insérés au procès-verbal.

1re branche : La procédure d'urgence n'a pas été invoquée (enregistrement mp3 du déroulement de la séance du 22/01/2018 et P-V de celle-ci. **(Pièces n°3 et n° 1 p14)**

2° branche : L'urgence n'a pas été motivée. **(Pièces n°3 et n° 1 p14)**

3° branche : Aucun nom n'est inséré au procès-verbal. **(Pièces n°3 et n° 1 p14)**

Ce sixième moyen est sérieux.

Considérant ce qui précède et du caractère illégal des décisions contestées, il y a lieu d'ordonner l'annulation de la décision du 22/01/2018 du conseil communal de Soumagne d'abroger la taxe séjour ainsi que celle du vote du budget communal pour l'exercice 2018 qui doit être révisé pour y introduire les recettes résultant de l'annulation de l'abrogation de la taxe de séjour.

PAR CES MOTIFS,

PLAISE AU CONSEIL D'ÉTAT

déclarer la requête en annulation recevable et fondée et, par conséquent, ordonner l'annulation des actes attaqués, à savoir :

1. L'abrogation par le conseil communal de Soumagne de la taxe de séjour votée le 22/01/2018.
2. L'arrêt du budget communal de la commune de Soumagne pour l'exercice 2018 voté le 22/01/2018.

Soumagne, le 02 décembre 2018

Pascal ÉTIENNE

Conseiller communal à Soumagne